

France 3 BRETAGNE

10/11/25

"On est à bout" : ce lundi, des milliers de radiologues en grève après l'annonce de coupes budgétaires



Image d'illustration. Les radiologues libéraux répondent à un mouvement de grève national, ce lundi 10 novembre. • © STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

Écrit par [Alexandre Plumet](#)

Publié le 10/11/2025 à 06h10

Temps de lecture : 5 mins

[Bretagne](#)

Les radiologues libéraux sont en grève ce lundi 10 novembre. Ils protestent contre les dernières mesures prévues par le Projet de loi de financement de la sécurité sociale, qui comportent des coupes budgétaires. Les professionnels redoutent des difficultés d'accès aux soins pour les patients, ainsi que le délaissage des innovations technologiques.

"Nous nous sommes réunis la semaine dernière, et nous avons décidé de faire grève ce lundi", explique Christelle Coat, directrice du groupement d'imagerie médicale RIM29SUD. Une décision, prise par les neuf radiologues du centre implanté à Quimper, Fouesnant et Pont-L'Abbé

(Finistère), qui s'inscrit dans le mouvement national de grève des radiologues libéraux, ce lundi 10 novembre.

Les professionnels dénoncent les nouvelles baisses de tarifs décidées par l'Union nationale des caisses d'assurance maladie, ainsi que les nouvelles mesures prises dans le cadre du Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026. Des mesures qui prévoient de faire économiser à l'Assurance maladie au moins 300 millions d'euros sur les remboursements d'imagerie médicale d'ici à 2027.

Entre suppressions et diminutions

Ces nouvelles mesures prévoient, entre autres, de limiter le nombre d'examens médicaux par patient sur une même journée et d'abaisser ou de supprimer la facturation de certains actes médicaux. Dorénavant, le premier acte médical est facturé à 100% pour le patient quand le deuxième acte est facturé à 50%. Pour les suivants, aucune facturation n'est prévue. "Cela revient à payer nos propres actes", lâche un professionnel.

Autre nouveauté : la diminution de 13% des forfaits alloués aux radiologues pour compenser les charges d'utilisation du matériel dit "lourd", comme les scanners et les IRM. "On nous demande aussi, désormais, de changer notre matériel tous les 14 ans, alors qu'il faudrait le faire tous les sept ans environ", indique Christelle Coat, qui craint au fil des ans une détérioration de la qualité du matériel utilisé.

8 radiologues sur 10 en grève

Pour ces raisons, le groupement d'imagerie médicale RIM29SUD a décidé de fermer ses portes ce lundi 10 novembre. "Nous avions programmé 600 rendez-vous dans la journée, indique Christelle Coat. Tous ces rendez-vous seront reprogrammés, les patients ont été prévenus par mail et par sms."

C'est une grève historique.

Eric Chevallier

Radiologue et président de la Fédération nationale des médecins radiologues en Bretagne

Le Morbihan n'est pas épargné par cette situation. Les douze radiologues associés au sein du groupement RIVA, présent à Vannes, Auray et Malestroit, soutiennent également la mobilisation professionnelle. "*Seuls les soins d'urgence seront réalisés*", explique Eric Chevallier, le directeur de la structure.

1,5 million d'euros l'IRM

À l'image de Christelle Coat, celui qui est aussi président de la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR) en Bretagne s'inquiète du sort réservé aux outils professionnels. "*La mesure choisie par la sécurité sociale d'abaisser le forfait technique de 13% est catastrophique*, confie-t-il. *Le matériel d'imagerie coûte très cher.*"

Pour acheter un IRM, il faut débourser environ 1,5 million d'euros. Pour un scanner, il faut compter 600 000 euros. Pour un mammographe, 250 000 euros. "*Sans compter les frais d'entretien*", ajoute Eric Chevallier. Pour le matériel de sa structure, il faut compter 15 000 euros de frais chaque mois, regroupant l'entretien, l'électricité et le remboursement des prêts d'achat.

J'arrive à bout, je suis épuisé.

Eric Chevallier

Radiologue et président de la Fédération nationale des médecins radiologues en Bretagne

"Si nous craignons en tant que professionnel de ne plus réussir à travailler correctement, c'est aussi le patient, en bout de chaîne, qui va souffrir, s'inquiète Eric Chevallier. *À terme, il ne va plus bénéficier des évolutions technologiques."*

"La situation est grave, d'autant plus que les radiologues sont essentiels dans le paysage médical, insiste Eric Chevallier. Il est présent à chaque étape du soin, et travaille aussi avec tous les autres corps professionnels. Donc si on ne s'en sort pas, personne ne s'en sortira."

Des projets menacés

Ces dernières mesures affectent également plusieurs projets de centres en Sud Bretagne. Parmi eux : l'installation de Plateaux d'imagerie médicale ambulatoire de proximité (Pimap). *"À travers eux, l'idée est d'implanter du matériel de pointe dans les déserts médicaux et proche d'habitations,* explique Eric Chevallier. *La signature d'un plateau vers Auray devait se faire dans les jours à venir, mais on en doute fortement aujourd'hui."*

Dans le Finistère, le projet de plateau d'imagerie de Châteaulin est quant à lui désormais en suspend après l'instauration de ces mesures. Les rénovations de cabinet sont elles aussi freinées, comme celle de l'antenne RIM29SUD à Fouesnant.

En France, ce lundi 10 novembre, plus de 4 000 radiologues libéraux sont mobilisés. Soit près de 80% des professionnels.